

# Djerad pour un diagnostic minutieux de la corruption

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5371 - Lundi 10 mai 2021 - Prix : 10 DA

Les prix des ingrédients hors de portée

## Recette salée pour les gâteaux de l'Aïd

Hirak

# L'Intérieur pose des conditions aux marches

## Si l'extrême droite arrivait au pouvoir en France

Par Mohamed Habili

**I**l était question hier de la crise dans laquelle plongerait sûrement la France si au lieu du président sortant, c'est la candidate d'extrême droite qui était élue à la présidentielle de l'année prochaine. Le cas échéant, ce ne serait pas non plus sans danger sur nous. C'est d'ailleurs là la raison principale de l'intérêt particulier que nous portons à cette élection. L'extrême droite française est en effet un regroupement de nostalgiques inconsolables de l'Algérie française. Si elle arrivait au pouvoir et qu'une opportunité s'offrirait à elle, nul doute qu'elle ne manquera pas de nous nuire. Déjà que le gouvernement actuel travaillait jusqu'à récemment à nous déstabiliser sans trop s'embarrasser de scrupules, si bien que les autorités algériennes ont menacé d'expulsion son représentant à Alger, lequel semble s'être calmé depuis. La prochaine élection présidentielle en France est autant dire une question de vie ou de mort pour ce pays. Pendant la campagne électorale, qui du reste a déjà commencé, il sera à peine question de l'Algérie, mais soyons certains qu'elle sera à tout moment dans les esprits. Elle y sera parce que l'extrême droite y pense sans arrêt pour sa part. C'est même cette hantise du paradis perdu qu'elle représente pour elle qui en fait un cas à part dans la fadosphère européenne.

Suite en page 3

Malgré les appels des syndicalistes

# La grève des enseignants peu suivie



Ph.D. R.

La grève d'hier a été peu suivie dans les différentes wilayas du pays. Même si certains syndicats assurent qu'elle a bien eu lieu ainsi que les sit-in devant les directions de l'éducation, nombre d'écoles de la capitale ne l'ont, quant à elles, pas observée.

Cour d'Alger

## Rejet de la demande de levée du contrôle judiciaire de Tabbou et Hamitouche

Coupe de la Ligue (1/8<sup>es</sup> de finale)

## L'USMA élimine le MCA, le WAT et le NCM créent la sensation

Malgré les appels des syndicalistes

# La grève des enseignants peu suivie

■ La grève d'hier a été peu suivie dans les différentes wilayas du pays. Même si certains syndicats assurent qu'elle a bien eu lieu ainsi que les sit-in devant les directions de l'éducation, nombre d'écoles de la capitale ne l'ont, quant à elles, pas observée.

Par **Thinhinene Khouchi**

La grève de trois jours à laquelle ont appelé quatorze syndicats de l'Education nationale a eu lieu dans certaines écoles du pays durant son premier jour. En effet, la position des enseignants sur ce débrayage a été mitigée hier. Le débrayage a été diversement suivi, avec un taux variant d'un établissement à un autre à travers les différentes régions du pays.

Dans certains établissements de la capitale, notamment le primaire, le mot d'ordre de grève a été suivi par certains enseignants. Cependant, d'autres établissements scolaires de la capitale sont restés insensibles à l'appel à la grève lancé par les syndicats.

Pis encore, des syndicalistes n'ont même pas participé aux sit-in devant les directions de l'éducation pour marquer leur soutien aux manifestants.

Contacté par téléphone hier, le président du Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), Boualem Ammoura, qui a participé au sit-in devant la direction de l'éducation de la wilaya de Tizi-Ouzou, nous a affirmé que la grève a bien eu lieu dans plusieurs écoles du pays. «Je n'arrête pas de recevoir des vidéos et des photos de la grève et surtout des sit-in sur mon compte Facebook», a-t-il affirmé.

Il a assuré que les forces de l'ordre «n'ont pas fait usage de

violence envers les manifestants durant ces sit-in».

A cette occasion, Ammoura a lancé un appel aux responsables de l'éducation nationale, leur rappelant les instructions du président de la république, Abdelmajid Tebboune, portant sur la nécessité de trouver des réponses aux revendications des enseignants et de tous les travailleurs dans le secteur de l'Education. De son côté, le coordinateur national du Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest), Meziane Meriane, a indiqué par téléphone que la grève a eu lieu dans plusieurs écoles.

Questionné sur le taux de suivi de la grève, ce dernier nous affirme que «le plus important n'est pas le taux de participation à la grève mais le mouvement en lui-même. Car même si une seule école fait la grève, cela veut dire déjà qu'il ya un problème à fixer et des revendications à satisfaire».

Il a appelé, au nom de son syndicat, les autorités à ne plus se voiler la face quant à l'échec de leur gestion des affaires de l'Etat, à se décider à entreprendre un sérieux et véritable dialogue avec les partenaires sociaux, et dénonce toutes les formes de pression exercées sur les enseignants grévistes, «car pour nos adhérents, la grève a commencé depuis des semaines». Pour le Conseil les enseignants des lycées d'Alger (Cla) a refusé de participer au dialogue avec le ministère de l'Education car «nos revendications ne datent pas d'aujourd'hui. Ils les connaissent déjà». «Donc pas nécessaire d'en faire un rappel», assure le syndicat dans une publication sur son compte



Ph/D. R.

Facebook. Enfin, il est à rappeler que quatorze syndicats autonomes du secteur de l'Education, à savoir l'Unpef, CLA, Satef, Snapest, Snopsen, Snacel, Snafie, Cnacel, Cnadl, Snace, Snadep, Snaase, Sate et Madjel, avaient appelé à une grève de trois jours et à l'organisation de sit-in devant les directions de l'éducation.

Les syndicats ont réitéré leurs revendications socioprofessionnelles et pédagogiques, déjà exprimées et déposées sur le bureau du ministre de l'Education.

Amélioration du pouvoir d'achat est le mot d'ordre générale de ces revendications qui portent sur «la majoration du

point indiciaire dans le calcul des salaires, la révision du système des primes et indemnités, le rétablissement du droit à la retraite sans conditions d'âge et la permanisation des travailleurs des corps communs». Sur le plan pédagogique, les cinq syn-

dicats réclament «la réforme du système éducatif ainsi que la révision des programmes scolaires», insistant auprès de la tutelle pour que le partenaire social soit associé aux consultations pour poser sur la table leurs propositions. **T. K.**

Bilan des dernières 24 heures

## Virus : 204 nouveaux cas et 7 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 7 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit un cas de plus qu'hier (6), portant à 3 328 le total des morts, a annoncé, hier le ministère de la Santé.

Le nombre de contaminations a connu une légère baisse, avec 204 cas, soit 4 cas de moins par rapport au bilan d'hier (208), pour atteindre, au total, 124 104 cas confirmés.

**R. N.**

Tizi Ouzou

## Plus de 47 000 élèves des trois paliers concernés par les examens

LE NOMBRE total des élèves concernés par les examens de fin d'année scolaire 2020-2021 dans la wilaya de Tizi Ouzou est de 47 771, selon les chiffres communiqués par la direction locale de l'éducation, lors une réunion consacrée aux préparatifs des trois examens, à savoir la 5<sup>e</sup> année primaire (5<sup>e</sup> AP), le Brevet de l'enseignement moyen (BEM) et le baccalauréat (Bac), tenue la semaine écoulée.

Pour l'examen de la 5<sup>e</sup> AP, 19 707 élèves sont attendus le 2 juin prochain dans les 408 centres. Pour le BEM, dont les épreuves auront lieu du 15 au 17 juin, la même source a fait état de 14 743 candidats, dont 345 candidats libres qui seront répartis à travers 57 centres. S'agissant du Bac, 13 321 candidats, dont 5 452 candidats libres, devraient participer aux épreuves du 20 au 24 juin dans 70 centres.

**Hamid M.**

## Vaccin anti-Covid19

# Réception d'un million de doses d'ici fin mai

L'Algérie devra recevoir, d'ici fin du mois en cours, un million de doses des vaccins SputnikV, AstraZeneca et Sinovac.

Afin d'augmenter la cadence de vaccination contre le coronavirus, l'Algérie va réceptionner un nouveau lot de vaccins de différents laboratoires internationaux. En effet, démarrée début février, la campagne de vaccination se poursuivra avec la réception, fin mai, d'un quota d'un million de doses. «Nous devrions réceptionner plus d'un million de doses pour le mois de mai, dont 400 000 du vaccin chinois Sinovac», a déclaré le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, lors d'une sortie sur le terrain effectuée à l'Ouest d'Alger.

Relevant que l'Algérie va recevoir son deuxième quota du vaccin anglais AstraZeneca, estimé à 675 800 doses, le

ministre de la Santé a affirmé que l'Algérie entretient de bons rapports avec le laboratoire chinois Sinovac. «J'ai demandé au directeur général de l'Institut Pasteur de négocier encore plus parce qu'il n'y a aucun problème d'argent», a-t-il assuré.

Selon Benbouzid, «les Russes s'engagent à nous envoyer le reste de notre commande durant le mois en cours, car nous n'avons réceptionné que 50 000 doses». Toutefois, le ministre de la Santé a tenu à informer l'opinion publique que «ces livraisons restent tributaires des fournisseurs qui eux-mêmes peinent à respecter leurs engagements». Il a déclaré que la cadence de vaccination va pouvoir s'accroître, après la réception d'un million de doses, en attendant la réception d'autres quotas prévus en juin. Jusqu'à fin avril, l'Algérie a réceptionné environ 1 million de doses de

différents vaccins anti-Covid-19, notamment le vaccin chinois, le russe «Sputnik V» et l'anglo-suédois «AstraZeneca».

Récemment, l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) avait annoncé, la réception, en date du 30 avril, de nouvelles quantités de vaccins anti-Covid-19. Il s'agit des vaccins russe et chinois. Par ailleurs, Benbouzid a fait état de la reconsidération en vigueur des services d'urgences de proximité au sein des polycliniques, notamment celles situées dans les quartiers où il y a surpopulation, afin d'atténuer la pression sur les établissements hospitaliers d'urgence, censés être orientés vers la recherche et la formation.

«La prestation de service au sein des dispensaires de proximité devrait satisfaire les aspirations des citoyens et mettre en place un climat propice en faveur des staffs médicaux», a-t-

il estimé, assurant que «c'est pris en considération à Alger et ce sera généralisé vers les autres wilayas afin de réaliser un pas vertigineux dans le secteur». Et de poursuivre que «la réception, l'amélioration ou encore la réhabilitation des projets dans le secteur est un véritable acquis pour tous et qui ne pouvait être concrétisé sans les sacrifices de nos martyrs qui ont voué leur vie pour l'Algérie».

Pour rappel, le ministre du secteur avait fait état, en fin de l'année passée, d'un programme d'aménagement et d'équipement de 15 services d'urgences médico-chirurgicales au niveau de structures de santé de proximité à Alger.

Cette opération sera généralisée à l'ensemble du territoire national, dans le cadre de la stratégie de modernisation du système sanitaire.

**Louisa Ait Ramdane**

Les prix des ingrédients hors de portée

## Recette salée pour les gâteaux de l'Aïd

■ Le mois de ramadhan touche à sa fin et l'on se prépare déjà, dans chaque foyer, à accueillir la fête de l'Aïd el Fitr. Après les emplettes des vêtements, place aux préparatifs et à l'achat de gâteaux.

Par Meriem Benchaouia

Ces derniers jours, les magasins spécialisés dans la vente des ingrédients de gâteaux connaissent une grande affluence. Certains d'entre eux sont carrément pris d'assaut par les clients, notamment les mères de famille. C'est le business juteux des pâtisseries et des vendeurs de fruits secs, qui n'y vont pas avec le dos de la cuillère et saignent à blanc les consommateurs, ruinés par les dépenses. La flambée des prix ne semble épargner aucun produit alimentaire en ce mois de carême. Pour les commerçants, ces ultimes journées du mois sacré représentent une réelle opportunité pour faire un autre profit. Durant cette période, les achats des divers ingrédients nécessaires à la confection des gâteaux s'accroissent. Les barons du commerce n'hésitent pas à jouer des prix à leur gré. Ils ne se soucient jamais du pouvoir d'achat des citoyens. Fête de gourmandises par excellence, les gâteaux seront confectionnés avec modération vu l'augmentation continue des ingrédients. Une virée chez les différents grossistes et magasins fait constater une hausse des prix des ingrédients. Cette flambée occasionnelle qui est toujours au rendez-vous a fait que plusieurs familles prennent leurs précautions et font leurs achats bien avant le ramadhan. Ceux qui font leurs courses à quelques jours de la fête payeront beaucoup de dinars en plus. Pour le produit prisé des petites et moyennes bourses, comme les cacahuètes, ses tarifs oscillent entre 420 et 450 DA. Si ce prix paraît une bonne alternative



Ph.D. R.

pour remplacer les amandes, les noix, les pistaches qui elles placent la barre beaucoup plus haut, pour les familles il s'agit d'un prix excessif. «Il y a quelques années, j'achetais les cacahuètes à 230 DA, voilà que les prix doublent d'année en année. Je ne comprends pas s'il existe une politique d'étude des prix dans ce pays. Il n'est pas normal que les prix d'un produit abondant doublent comme ça, d'autant que le Smig, lui, reste immobile», raconte une femme au foyer qui faisait hier ses achats au marché Meissonnier. Même son de cloche auprès d'autres femmes qui étaient au rayon des fruits secs de «luxe», comme elles disent. Plus de 4 500 DA le kg pour les pistaches, les noix sont à 3 500 DA et les amandes entre 1 900 et 2 500 DA. La noix de coco est à 300 DA. Soit une autre augmentation par rapport aux prix affichés il y a quelques mois.

### Des gâteaux de l'Aïd vendus sur les trottoirs

Autre phénomène qui a fait son apparition ces dernières

années, l'achat de gâteaux déjà prêts. En effet, comme pour le prêt-à-porter, l'Algérien recourt au prêt-à-consommer. Mais celui-ci est-il fiable ? L'hygiène est-elle de rigueur ? La préparation des gâteaux de l'Aïd dans une ambiance bon enfant est visiblement d'une autre époque. Les femmes submergées par le boulot et le ménage à la maison n'ont plus le temps ni l'énergie à consacrer à ce genre d'activité. Place donc aux pâtisseries mais aussi aux magasins improvisés qui profitent du mois de ramadhan pour fructifier leur commerce. Les conditions d'hygiène ne sont souvent pas respectées. Certains revendeurs installent leurs étals de fortune sales, dans une marmelade de poussière et d'ordures. A Zéralda, un restaurant s'est transformé en pâtisserie juste pour ce mois sacré. Il utilise l'intérieur du magasin pour stocker la marchandise et expose le reste sur des étals à l'extérieur, à même les gaz polluants dégagés par les tuyaux d'échappement des voitures et obstruant en même temps la circulation sur le trot-

toir. Ce sont des gâteaux à bas prix destinés à des consommateurs moins bien lotis. «Il n'y a pas de secret pour obtenir des gâteaux à bas prix. Les cacahuètes et chutes de pâte servant à confectionner les gâteaux remplacent les amandes. Le miel est remplacé par un sirop de sucre et les dosages des produits sont variables», confie Asma, ancienne employée dans ce genre de pâtisserie. Une autre espèce de commerçants de pâtisserie traditionnelle est apparue ces derniers jours : les estafettes ambulantes chargées de gâteaux traditionnels dits «de maison» et d'autres formes de confiseries : baklava, kaâk, makrout, gherbia, etc., dont les origines sont douteuses. Il en existe des dizaines à Alger-Centre, comme au marché Meissonnier ou à la rue de Chartres. Ce commerce à la sauvette est nuisible à la santé du citoyen et à l'économie du pays. A quand leur éradication ? Ou faut-il attendre l'arrivée d'une catastrophe sanitaire pour prendre les résolutions qui s'imposent ? **M. B.**

## Si l'extrême droite arrivait au pouvoir en France

Suite de la page une

Il ne faut jamais perdre de vue ce qui s'est déjà produit, car autrement il se répètera, et sous une forme malgré tout reconnaissable. Toute l'idéologie de l'extrême droite est dans la désignation d'un bouc émissaire comme la cause de tous les maux du présent. C'était le Juif dans les années 1940. C'est l'immigré maghrébin et africain aujourd'hui. L'extrême droite revenue au pouvoir fera ce qu'a fait le régime de Vichy, tout elle procède, à peine celui-ci installé. Sa première cible sera ce qu'elle appelle les Français de papiers, qu'elle voudra dépouiller de leur nationalité française pour mieux les expulser ensuite. C'est ce qu'a fait le régime de Vichy avec les Juifs d'Algérie naturalisés dès 1870 de par le décret Crémieux. Non seulement il leur a enlevé la nationalité française, mais il a incité les non-Juifs à s'emparer de leurs biens. Pas un Algérien n'a pris un bien à un Juif. Les Oulémas ont pris les devants d'ailleurs en émettant une fatwa interdisant ce crime. Les fascistes d'aujourd'hui arrivant au pouvoir en France s'en prendraient aux Arabes, comme à ceux qui pour eux leur sont assimilables. Un fasciste n'est pas un fasciste s'il n'est pas raciste et brutal. S'il n'est pas ennemi du genre humain. La haine du plus faible parce qu'il est le plus faible, tel est son ADN, sa nature profonde, son identité politique. Dans la première tribune des généraux, puisqu'une deuxième serait en préparation, il a été question de "hordes de banlieue" à mater, à réduire. Tout est là : le bouc émissaire et le sort affreux à lui réserver. L'extrême droite commettra par les temps qui courent des crimes non moins horribles que ceux du passé si l'occasion s'en présente, dans quelque pays que ce soit, en France ou ailleurs. Il se trouve qu'en France, il y a un précédent. Elle ne sera pas prise au dépourvu, elle en particulier. Nous autres Algériens, Maghrébins et Africains, aurons de bonnes raisons de nous estimer directement menacés par l'extrême droite au pouvoir en France. Il nous sera impossible de garder les mêmes relations avec elle. **M. H.**

Afin de rompre avec les pratiques de ces dernières années

## Djerad pour un diagnostic minutieux de la corruption

La moralisation de la vie publique et du service public revêt désormais une grande importance pour les autorités. Présidant, hier, le lancement des travaux d'une journée d'étude sur «L'éthique dans l'administration et l'entreprise publique», le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a indiqué que «toute approche de réforme visant à moraliser la vie publique et le service public, en particulier, ne sera efficace que si elle passe par un diagnostic minutieux et objectif du phénomène de la corruption, de ses ramifications et de ses véritables causes et l'identification des dysfonctionnements et des comportements déviants, qui ont toujours été une principale source de préoccupation dans notre société».

Le Premier ministre a souligné l'intérêt croissant des citoyens, des opérateurs économiques et des partenaires



sociaux pour la nécessaire réforme de l'administration publique, dans le cadre du processus de réformes engagées dans le pays, pour rompre avec les pratiques négatives enregistrées ces dernières années. Parmi ces pratiques, Djerad a cité «les dépassements dans la gestion des affaires publiques, la corruption, le népotisme, la dilapidation du denier public, la bureaucratie» qui ont, a-t-il dit, «impacté négati-

vement la nature de la gouvernance dans le pays et entamé la confiance du citoyen dans les institutions de l'Etat».

La restauration de cette confiance perdue, a-t-il soutenu, est «une condition sine qua non pour la réussite de toute politique de développement». L'orateur a précisé qu'une telle entreprise «passe par l'amélioration de la relation administration-citoyen, à travers un service public de qua-

lité, l'écoute de ses préoccupations et des solutions adaptées à ses problèmes».

Pour ce faire, a-t-il ajouté, il importe de réunir des mécanismes et des règles de nature à assurer le bon fonctionnement du service public, de même que des principes et des valeurs éthiques à même d'orienter et d'encadrer le comportement de l'agent public. Le Premier ministre a rappelé que compte tenu de sa dimension stratégique, l'éthique est une des priorités du programme du président de la République qui a consacré un volet à la moralisation de la vie publique et au renforcement de la bonne gouvernance.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait souligné, à ce propos, «la nécessité de renforcer la transparence, de lutter contre la corruption et de proposer des mécanismes permettant d'éviter les conflits d'intérêts

entre l'exercice des responsabilités publiques et la gestion des affaires, afin de soustraire la gestion des affaires publiques au pouvoir de l'argent», a rappelé le Premier ministre.

Il a ajouté que cet axe a bénéficié d'un intérêt particulier dans le récent amendement constitutionnel qui prévoyait la création de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, en sus de la création, par le président de la République, du «Médiateur de la République», pour l'amélioration du service public et une meilleure prise en charge des préoccupations des citoyens.

Aomar Fekrache

Ghardaïa

# Appel au respect strict des mesures préventives anti-Covid lors de la fête de l'Aïd

■ «Madjliss Ammi Saïd» a appelé à éviter les encombrements dans les mosquées, susceptibles de favoriser la propagation du virus, et à ne pas se concentrer dans une seule mosquée pour la prière de l'Aïd.

Par Lina B.

Le Conseil «Madjliss Ammi Saïd», instance suprême chargée des questions religieuses et des fetwas du rite Ibadite, a appelé, samedi à Ghardaïa, les fidèles au strict respect, lors de la célébration de la fête de l'Aïd El Fitr, des mesures préventives et du protocole sanitaire de lutte contre le nouveau coronavirus.

Dans un communiqué rendu public et dont une copie est détenue par l'APS, Madjliss Ammi Saïd a exhorté l'ensemble des institutions religieuses Ibadites au respect du protocole sanitaire, notamment en matière de distanciation physique entre

les fidèles dans les mosquées et autres lieux de prière.

Il a appelé aussi à éviter les encombrements dans les mosquées, susceptibles de favoriser la propagation du virus, et à ne pas se concentrer dans une seule mosquée pour la prière de l'Aïd.

Madjliss Ammi Saïd insiste aussi sur le port de la bavette, la désinfection et l'hygiène, tout en appelant les citoyens à limiter les déplacements et visites familiales ainsi que les visites des

cimetières, les accolades et les saluts rapprochés.

L'instance suprême du rite Ibadite a, à cet égard, mis en garde contre le relâchement dans le respect des mesures préventives sanitaires, vu que l'épidémie existe toujours, et conclut par un appel à l'adhésion et l'implication des citoyens à travers le respect des gestes barrières pour participer aux efforts de lutte contre la propagation du Covid-19.

L. B.



PH.D.R.

Prix de récitation du Coran

## Le Premier ministre préside la cérémonie de distinction des lauréats

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a présidé, samedi soir au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal (Alger), la cérémonie de distinction des lauréats du Prix d'Alger de récitation et de psalmodie du saint Coran et du Concours national d'encouragement des petits récitants du saint Coran.

Organisée sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de la célébration de Leilat El Qadr (26 ramadhan), la cérémonie s'est

déroulée en présence du président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche, de membres du gouvernement, de conseillers du président de la République, du président du Haut conseil islamique (HCI), Bouabdallah Ghlamallah et de nombre de responsables d'instances et d'institutions nationales.

La première place du Prix d'Alger de récitation et de psalmodie du saint Coran a été remportée par Mustapha Chokri (Alger), la deuxième place est revenue à Abou Bak Abdelhadi

Radjaa (El Bayadh) et la troisième à Zineb Benyoucef (Bouira).

Le premier prix du Concours national d'encouragement des petits récitants du saint Coran a été décerné à Mohamed Abdellilah Echadhli (Médéa), le deuxième prix a été attribué à Oussama Takieddine Talbi (Bordj Bou Arréridj) et le troisième prix à Selama Kaki (Batna).

Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a rappelé la valeur de Leilat El Qadr qui coïncide cette année

avec l'anniversaire des massacres du 8 mai 1945, l'occasion pour le ministre de mettre en avant les sacrifices des chouhada pour la libération du pays et le recouvrement de la souveraineté nationale.

Il a en outre appelé les citoyens à s'inspirer des préceptes de l'Islam pour construire la nouvelle Algérie.

Des récitants algériens qui se sont illustrés dans des concours internationaux de récitation et de psalmodie du saint Coran ont participé à ce concours.

Hocine N.

### Aïd El Fitr 50 000 commerçants réquisitionnés pour la permanence

AU TOTAL, 50 042 commerçants seront réquisitionnés à travers l'ensemble du territoire national pour assurer la permanence de l'Aïd El Fitr, a annoncé, hier, un communiqué du ministère du Commerce.

«En application des dispositions de l'article 8 de la loi 13-06 du 23 juillet modifiant et complétant la loi 04-08 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales, les services du ministère du Commerce ont élaboré un programme de permanence des commerçants durant l'Aïd El Fitr à l'effet d'assurer aux citoyens un approvisionnement régulier en produits alimentaires et services de large consommation», précise la même source.

La permanence concernera 5 886 boulangers, 30 752 commerçants activant dans l'alimentation générale, fruits et légumes, 12 953 dans des activités diverses et 451 unités de production (131 laiteries, 276 minoteries et 44 unités de production d'eau minérale), a ajouté le communiqué.

En outre, 2 036 agents de contrôle ont été affectés à travers l'ensemble du territoire national pour le suivi de la mise en œuvre de ce programme de permanence.

Le ministère du Commerce a invité les opérateurs réquisitionnés «à contribuer massivement à la réussite de cette opération».

Il a également informé les commerçants de l'obligation de procéder après l'Aïd El Fitr à la reprise des activités commerciales et à la réouverture de leurs magasins conformément aux dispositions régissant les congés durant les fêtes légales et religieuses, a souligné le communiqué.

O. B.

## Campagnes contre les dangers du gaz naturel à Oran Plus de 700 citoyens et 400 étudiants concernés

Quelque 720 citoyens et 400 étudiants ont bénéficié de campagnes de sensibilisation contre la mauvaise utilisation du gaz naturel, organisées par la Direction de distribution d'électricité et de gaz d'Oran dans le but de minimiser au maximum les accidents liés à l'intoxication avec les gaz brûlés.

Selon un communiqué de la Direction de distribution d'électricité et de gaz d'Oran, 26 séances de prévention et de sensibilisation sur les dangers de la mauvaise utilisation du gaz naturel ont été organisées dans le cadre

de ces campagnes depuis le début de la saison hivernale au profit de 600 élèves au niveau de 13 établissements scolaires et 8 centres de formation situés au niveau des deux communes d'Oran et de Bir El Djir. Ces campagnes de sensibilisation ont été effectuées en collaboration avec la Protection civile, la Direction du commerce, l'Association de protection et l'orientation du consommateur et la Direction des affaires religieuses, dans le but de toucher un plus large public. «L'action de sensibilisation cible les collégiens et

lycéens, en tant qu'intermédiaires sociaux dans la propagation des consignes nécessaires sur le bon usage du gaz naturel ou butane», a précisé le communiqué. La direction a ajouté que 6 portes ouvertes et expositions ont été organisées au niveau des agences commerciales sur le risque du gaz toxique (le monoxyde de Carbone) avec la distribution de dépliants au profit de 120 abonnés portant sur les informations et les précautions à prendre contre le mauvais usage du gaz et des équipements électroménagers contrefaits.

A l'occasion du mois de ramadhan, la Direction de distribution d'Oran a saisi l'opportunité, en collaboration avec la Direction des affaires religieuses, pour organiser des séances de sensibilisation au niveau de 4 mosquées, notamment avant la prière du vendredi dans les deux pôles mosquées «Ibn Badis» et «El Amir Abdel Kader» au profit de 600 citoyens, en plus des émissions sur les ondes de la radio régionale d'Oran pour toucher les femmes au foyer, a fait savoir la même source.

K. L.

## Retraités et personnel en activité de l'ANP Distribution de 3 098 logements

Un total de 3 098 logements de formule location-vente AADL ont été distribués samedi au profit des retraités de l'ANP ainsi qu'aux personnels en activité à travers les six régions militaires, a annoncé, hier, le ministère de la Défense nationale.

«Au nom de Monsieur le général de corps d'Armée, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, les commandants

des Régions militaires ont supervisé le samedi 8 mai 2021, les cérémonies de distribution de 3 098 logements de formule location-vente AADL au profit des retraités de l'ANP ainsi qu'aux personnels en activité à travers les six Régions militaires, et ce, en présence de représentants du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville», a indiqué le MDN dans un communiqué.

Les cérémonies de distribution qui se sont déroulées à l'occasion de la célébration de la Journée de la mémoire nationale et de la commémoration des massacres du 8 mai 1945, s'inscrivent «dans la dynamique des efforts entrepris par le Haut commandement de l'ANP pour l'amélioration des conditions sociales de ses personnels», a souligné le MDN.

Selon la même source, «les opérations de distribution de logements au profit des retraités en activité et retraités de l'ANP, à l'instar de leurs concitoyens, se poursuivent à travers les différentes Régions militaires, jusqu'à satisfaction des demandes enregistrées auprès de la direction du service social du ministère de la Défense nationale».

O. N.

Autorité de régulation des hydrocarbures

# Plus de 300 dossiers de réalisation de projets traités en 2020

■ L'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) avait traité 304 dossiers de demandes d'autorisation en 2020 pour le lancement d'activités de stockage et de distribution de produits pétroliers ainsi que pour la mise en place d'unités de fabrication des lubrifiants et de régénération des huiles, a indiqué son président, Rachid Nadil.

PH. D. R.



Rachid Nadil

Par Samia Y.

Sur ce chiffre, l'ARH a répondu favorablement à 268 demandes, dont 47 autorisations accordées pour des projets dans le domaine de fabrication et distribution de gros de lubrifiants et de régénération des huiles usagées (14 autorisations définitives et les 33 autres provisoires), a précisé M. Nadil. Durant la même période, l'ARH a délivré aussi 221 autorisations pour l'exercice des activités de stockage et de distribution des produits pétroliers, dont 125 autorisations définitives, a-t-il ajouté. En matière de distribution de carburants, l'Autorité de régulation des hydrocarbures a enregistré en 2021 une vingtaine de demandes pour cette activité, selon le même responsable, rap-

pelant que ce secteur comptait déjà 12 distributeurs privés agréés au niveau national qui gèrent notamment un réseau de stations-service. Dans le domaine de fabrication des huiles et lubrifiants, une dizaine de demandes ont été reçues par l'Autorité, notamment pour la réalisation d'usines de régénération des huiles usagées et le «blinding», a affirmé son président. Parmi ces investisseurs, M. Nadil a cité la société Naftal qui compte réaliser une usine de régénération, assurant que l'entrée en service de cette unité aura un impact aussi bien sur l'emploi que sur l'environnement. La consommation nationale des lubrifiants est estimée en moyenne à 200 000 tonnes par an, dont 20 000 tonnes sont récupérées par Naftal pour être exportées sans traitement, a-t-il signalé.

«Dans le cadre de ce projet de régénération des huiles usagées, nous serions amenés à faire appel aux services de l'Anade (ex-Ansej) afin de créer un réseau de collecte des huiles usagées», a-t-il souligné, tout en assurant que cette activité permettra aussi de lutter contre la pollution et le rejet des huiles dans la nature. Abordant les missions de l'ARH, M. Nadil a soutenu que les nouveaux textes en préparation dans le cadre de la mise en œuvre de la loi sur les hydrocarbures vont renforcer davantage l'Autorité en matière de régulation, de contrôle et d'inspection du secteur. Le renforcement des ressources humaines de l'Autorité n'est pas en reste. Disposant actuellement d'un effectif global de 118 personnes dont une soixante affectées aux missions d'expertise

des installations, l'ARH compte toujours élargir son champ d'action et accélérer le processus de contrôle et d'audit dans le but de préserver la sécurité des installations selon les normes requises.

L'objectif est celui aussi de procéder au contrôle de la qualité des produits et des prestations, notamment au niveau des stations-service réparties sur le territoire national, a tenu à préciser encore M. Nadil.

## Plus d'un million de tonnes de GPLc consommé en 2020

La consommation nationale en carburant GPLc (Gaz de pétrole liquéfié carburant), appelé aussi le Sirghaz, a atteint 1,02 million de tonnes en 2020, en hausse de près de 18 % par rapport à 2019, a indiqué le président l'ARH, préconisant l'élargissement de ce carburant écologique et le moins cher du marché aux véhicules roulant au gasoil. «La consommation nationale du GPLc est en croissance extraordinaire ces dernières années en raison notamment de la hausse des prix des autres carburants. Aujourd'hui, nous assistons à une véritable ruée vers le GPLc», a affirmé M. Nadil.

En 2019, la consommation en GPLc était de l'ordre de 859 257 tonnes, alors qu'en 2018 elle avait atteint 649 977 tonnes.

Le président de l'ARH a souligné que la hausse de la consommation du GPLc est aussi le résultat des efforts menés par les différents intervenants depuis plusieurs années afin de promouvoir ce produit respectant l'environnement et proposé au consommateur à un tarif très attractif (9 DA/litre), par rapport aux autres types de carburants. Destiné uniquement pour les véhicules essence, à travers la fourniture de kits de conversion par des installateurs locaux, le Sirghaz pourrait être également élargi aux autres types de véhicules roulant au gasoil, a fait

observer M. Nadil, assurant que le même réseau d'installateurs de kits de reconversion des véhicules essence peut être sollicité à cet effet. M. Nadil a expliqué que les kits GPLc destinés aux véhicules diesel et utilisant le système de dual fuel (GPLc+gasoil), pour les véhicules légers et camions, ont été déjà expérimentés en Algérie en donnant des résultats «satisfaisants» en matière d'économie de carburant. Selon le président de l'ARH, un projet d'étude sur l'opportunité de réaliser une usine de fabrication de ce type de kits en Algérie avait été engagé.

La concrétisation de ce projet permettra, a-t-il relevé, au pays de réduire la consommation nationale du gasoil à plus de 30 % sur les véhicules dotés de ces kits. A noter que la consommation du gasoil avait atteint les 10 millions de tonnes par an, dont 8,5 millions produites localement par des raffineries de Sonatrach et 1,5 million était assuré par le recours à l'importation.

S. Y.

Chine

## Le secteur de la livraison affiche une croissance stable en 2020

LE SECTEUR de la livraison en Chine a enregistré une croissance en 2020, selon les données officielles. L'indice de développement de la livraison express du pays s'est établi à 1 291,1 l'année dernière, en hausse de 26,1 % en glissement annuel, a annoncé le Bureau d'Etat de la poste dans un rapport publié samedi. Les sous-indices pour l'envergure, la popularité et la tendance du développement ont respectivement augmenté de 28,3 %, de 7,1 % et de 21,2 % sur un an, selon le bureau.

Le secteur de la livraison a traité environ 83,36 milliards de colis en 2020, en hausse de 31,2 % par rapport au chiffre enregistré en 2019, selon le bureau. L'industrie de la livraison express devrait traiter plus de 100 milliards de colis en 2021, et ses revenus d'exploitation dépasseront les 1 000 milliards de yuans (environ 154,6 milliards de dollars), selon les données du bureau.

Compilé sur la base des données venant des services de livraison des entreprises majeures de la logistique, l'indice de développement reflète les activités commerciales et les tendances globales dans le secteur de livraison du pays

R. E.

Commerce

## L'UE et l'Inde reprennent les négociations pour un accord

L'UE et l'Inde ont décidé de reprendre les négociations sur un accord commercial, a annoncé le président du Conseil européen, Charles Michel, à l'issue d'un sommet en visioconférence avec le Premier ministre indien, Narendra Modi. «Je suis heureux d'annoncer que l'UE et l'Inde ouvrent un nouveau chapitre important de leurs relations (...) Nous sommes convenus de lancer des négociations et des accords sur le commerce, la protection des investissements et les

indications géographiques», a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse.

«Nous sommes convenus également de reprendre le dialogue sur les droits de l'homme après huit années», a-t-il souligné. «Ce sujet est au cœur de l'engagement de l'UE vis-à-vis de l'Inde», a ajouté Charles Michel.

L'accord conclu samedi avec le Premier ministre indien permet de «reprendre la négociation lancée en 2007 sur un accord de libre échange, suspendue en 2013», a précisé la présidente de

la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

«Ce sommet est un succès», s'est félicité le Premier ministre portugais, Antonio Costa.

«Le sommet s'est tenu entre les dirigeants des 27 pays de l'UE et le Premier ministre indien, et c'est très important au moment où l'Inde vit une situation dramatique», a-t-il souligné, faisant référence aux nombreuses victimes de la pandémie dans ce pays.

«Nous sommes convenus de reprendre les négociations en

vue de la conclusion d'un accord commercial équilibré, ambitieux, global et mutuellement bénéfique, qui répondrait aux défis actuels», affirme la déclaration conjointe adoptée lors du sommet.

«Il est impératif de trouver des solutions aux problèmes d'accès aux marchés qui se posent depuis longtemps», précise la déclaration, qui annonce aussi le «lancement de négociations sur un accord autonome de protection des investissements».

Nabila T.

El Tarf

# Raccordement de plus de 1 200 foyers au réseau de gaz naturel

■ Pas moins de 1 207 foyers situés dans les zones rurales ou d'ombre, relevant des communes de Besbes et Boutheldja dans la wilaya d'El Tarf, ont été raccordés au réseau de gaz naturel, à l'occasion de la commémoration de la Journée nationale de la mémoire et du 76<sup>e</sup> anniversaire des massacres du 8 mai 1945.

Par Lyes B.

Le wali, Harfouche Benarar, accompagné de la famille révolutionnaire et des autorités civiles et militaires, a présidé deux cérémonies de raccordement, l'une au profit de 797 foyers à Ain Touila (Besbes) et l'autre à Oum Lagaareb (Boutheldja), pour un investissement public global de près de 90 millions de dinars, selon les explications fournies par les responsables du secteur de l'Energie.

Le wali a instruit les responsables concernés à l'effet de renforcer l'éclairage public dans la zone d'ombre d'Oum Lagaareb, satisfaisant ainsi une préoccupation qui lui a été soulevée sur site par un habitant. Le coup d'envoi de travaux de raccordement de 480 autres foyers, 250 à la zone d'ombre Lenyab Sidi Kaci (commune de Ben M'Hidi) et l'autre pour 230 à Ben Sebti (commune d'El Tarf) au réseau de distribu-

tion publique du gaz naturel, pour un montant global de plus de 61 millions de dinars et un délai de livraison allant de 5 à 8 mois, a été donné. Dans la commune de Ben M'Hidi, les autorités locales ont présidé une cérémonie de mise en service d'un château d'eau de 1 500 m<sup>3</sup>, destiné à l'approvisionnement de plus de 12 000 âmes.

Ce château d'eau, qui a nécessité un coût de 210 millions de dinars avec un délai de réalisation de 20 mois de travaux, permettra «dorénavant une distribution quotidienne en eau potable». Tout en rappelant les efforts consentis par l'Etat en direction des zones déshéritées et éparses notamment, le wali a en outre donné des instructions pour le nettoyage de l'environnement en vue de prévenir des maladies à transmission hydrique (MTH). La délégation de wilaya a auparavant visité le site historique abritant les tristement célèbres lignes Challe et Morice, dans la commune de Ain Assel, où il a annoncé que «ce lieu constituera un musée pour la mémoire collective dès l'achèvement de travaux de réaménagement, sur budget de la wilaya».

Une exposition photos de chouchada de la région, dessins d'enfants, armes et objets du musée du moudjahid, dédiée à cette date historique, à laquelle ont participé différents secteurs (direction locale des moudjahidine, la DJS et le musée local) a été également visitée par la délégation au niveau de la place publique «El Istiqlal» où des exhibitions sportives d'équipes locales ont été présentées.

Une convention de coopération entre la direction locale des



moudjahidine et les Scouts musulmans algériens (SMA) a été signée à cette occasion. Quatre cent clés de logements de type AADL implantés dans la daïra de Besbes ont été en outre attribuées à leurs bénéficiaires.

Un recueillement à la mémoire des martyrs de la glorieuse guerre de Libération nationale avec dépôt de gerbes de fleurs et la lecture de la Fatiha a, d'autre part, marqué le premier anniversaire de cette Journée nationale de la mémoire.

## Sidi Bel-Abbès : 90 foyers raccordés dans les zones d'ombre de Teghalimet

Un réseau de gaz naturel au profit de 94 foyers des zones

d'ombre de la commune de Teghalimet relevant de la daïra de Telagh (Sidi Bel Abbès) a été mis en service samedi, dans le cadre de la commémoration des massacres du 8 mai 1945.

Dans ce cadre, le raccordement au réseau de gaz naturel a été mis en service en faveur de 32 familles du village de Remailia et 62 autres à la localité d'Ain Chafia, dans le cadre du programme d'alimentation des zones d'ombre de cette énergie vitale, financé par le Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, a souligné le directeur local de la Société de distribution de l'électricité et du gaz, Reboud Djelloul.

Le même responsable a indiqué qu'avec ces deux opérations, toutes les zones d'ombre

relevant de la commune de Teghalimet disposant des conditions techniques sont alimentées en gaz naturel. Dans le cadre des activités commémorant la Journée nationale de la mémoire abritées par la daïra de Telagh, les autorités locales ont assisté, en compagnie de la famille révolutionnaire au site du chahid de la commune de Teghalimet, à une cérémonie de recueillement à la mémoire des chouchada, de même qu'à une activité des Scouts musulmans algériens (SMA), à une exposition de produits d'artisanat au niveau du centre de valorisation des performances des jeunes et à une réception honorant des stagiaires et des artisans dans plusieurs spécialités.

L. B.

## Risques d'inondation Inauguration de trois ouvrages d'art à Djanet

TROIS OUVRAGES d'art ont été inaugurés samedi dans la wilaya de Djanet, dans le cadre du plan visant la protection de la ville des risques d'inondations, a-t-on appris, samedi, auprès des services de la wilaya. Réalisés à l'entrée principale de la ville de Djanet et au niveau des localités d'Adjahil et d'In-Aberber, ces ponts ont été mis en service par le wali de Djanet, Benabdallah Chayeb Eddour, en présence des autorités locales, dans le cadre de la célébration de la Journée nationale de la mémoire commémorant le 76<sup>e</sup> anniversaire des massacres du 8 mai 1945.

Longs de 900 mètres et de 11 mètres de largeur, susceptibles d'assurer le passage de divers véhicules, ces ouvrages d'art, dont les chantiers ont été lancés en 2019 pour un montant d'investissement de 2,3 milliards DA, s'assignent comme objectif le renforcement du plan de la protection de la ville de Djanet des inondations, des intempéries et l'embellissement de la ville, ainsi que la réduction de la distance et le désenclavement des localités d'Adjahil, d'In-Aberber et d'Ifri.

Cette occasion historique a donné lieu également à l'inauguration par les autorités locales d'une route reliant la zone d'ombre Tini à la RN-3 sur une distance de 10 km.

A. Y.

Constantine

# Distribution d'un quota de 132 logements promotionnels aidés

Les décisions d'attribution et les clés d'un quota de 132 logements promotionnels aidés (LPA) ont été distribuées, samedi à Constantine, à l'occasion de la commémoration de la Journée nationale de la Mémoire et du 76<sup>e</sup> anniversaire des massacres du 8 mai 1945.

Le wali de Constantine, Ahmed Abdelhafid Saci, accompagné des autorités locales civiles et militaires, a procédé à la distribution symbolique de ce quota au cours d'une cérémonie organisée au siège de la circonscription administrative Ali-Mendjeli en présence des bénéficiaires. Ce quota de logements s'inscrit dans le cadre d'un pro-

gramme d'habitat de 716 unités promotionnelles aidées lancées en travaux en 2013, a précisé le directeur de la Société Indjazat et promotion immobilière chargée du projet, Kamel Koubi.

Il s'agit là du deuxième quota après une première opération de distribution de 120 unités le 16 avril 2021, a rappelé le même responsable, annonçant la distribution de 272 autres unités similaires «durant les mois de mai et août prochains». Le plus clair du programme sera distribué «avant fin 2021», a-t-il déclaré, rappelant que le chantier avait été plusieurs fois mis à l'arrêt pour des raisons en rapport avec le financement et les répercussions du

Covid-19. Au cimetière des chouchada au 7<sup>e</sup> kilomètre, et en présence du chef de l'exécutif local avec les autorités locales civiles et militaires et des représentants de la famille révolutionnaire, il a été procédé à la levée de l'emblème national et au dépôt d'une gerbe de fleurs avant la récitation de la «Fatiha» à la mémoire de tous les chouchada qui ont sacrifié leurs vies pour la liberté du pays.

La célébration de cette date phare de l'histoire de l'Algérie a été ponctuée par plusieurs activités, dont une exposition de photos organisée au siège de la circonscription administrative Ali-Mendjeli, une allocution pro-

noncée par le wali ainsi qu'une autre par un représentant de la famille révolutionnaire, s'en plus d'une conférence sur «les événements du 8 mai 1945 et leur impact sur le développement du projet de libération», animée par le professeur Azeddine Boumezzou.

Après avoir procédé à la distribution d'attestations en l'honneur des familles des chouchada et moudjahidine et des agents de la Garde communale, la délégation officielle s'est dirigée vers l'extension sud de la circonscription administrative Ali-Mendjeli et procédé à sa baptisation au nom du chahid feu «Monceur Salah».

Samy Y.

Le patrimoine national à l'honneur

# Exposition de Sonia Illoul à Tizi Ouzou

■ La Maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou abrite, depuis le 18 avril dernier, une exposition de photographies mettant en valeur le patrimoine national dans toute sa diversité et sa richesse.



Par Abila Selles

C'est à travers l'objectif de la photographie d'art Sonia Illoul, qu'un voyage culturel et historique est proposé aux visiteurs dans le cadre de la célébration du Mois du patrimoine. En effet, le thème du patrimoine est très récurrent dans les expositions de cette artiste qui prend le devoir de préserver cet héritage histo-

rique au sérieux. Le visiteur de cette exposition peut découvrir l'Algérie et son histoire à travers une série de photographies de sites historiques et archéologiques, d'objets de musées, maisons en ruine, bijoux et tenues traditionnelles ainsi que d'objets patrimoniaux (ardoise, chope, assiette, verre, faïence), prises dans les quatre coins du pays. Ce travail est le fruit d'un voyage qui a pris beaucoup de temps mais qui a été très enri-

chissant pour Sonia Illoul qui affirme que la photographie est au service du patrimoine et «joue un rôle important dans sa promotion et sa préservation».

Passionnée de nature et de ce qui est «rustique», elle explique : «Chaque photo me fait voyager à travers le temps», poursuivant qu'«au-delà de la passion et de la satisfaction personnelle, c'est aussi un moyen de transmettre un instant vécu, un événement précis et

de faire connaître également les endroits que je visite ainsi que les traditions de chaque région». Et pour partager ces «moments» et faire connaître cette richesse ancestrale, elle se lance dans l'impression de ses photos sur divers supports : mobilier, ardoise, chope, assiette, verre, faïence... «C'est un moyen porteur et accessible à tous pour faire connaître notre patrimoine et inciter au voyage». L'idée,

raconte-t-elle, lui est venue lors d'une visite d'une ville slovaque où elle s'est achetée une chope à café ornée d'une photo de la place Hlavné Nместie à Bratislava, la capitale du pays. «Emmerveillée par cette photo, j'ai fait des recherches sur cette place que j'ai visitée plus tard». «Je me suis alors dit que grâce à une simple chope à café, j'ai visité cette ville et que c'est facile et ingénieux de faire de même, imprimer mes photos sur différents supports afin de faire connaître le patrimoine algérien», a-t-elle ajouté.

Aussi, la photographie est un moyen de sensibiliser et lutter contre un tas de fléaux et de phénomènes de société, a affirmé l'artiste, qui a réalisé plusieurs reportages photo sur la misère et l'exploitation des enfants de rue, mendiants, vendeurs de galettes ou de cigarettes.

Il est à noter que depuis le début de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, Sonia Illoul a opté pour des expositions photos virtuelles. «Le public peut découvrir mes photos sur le patrimoine sur ma page Facebook ou sur le site de la direction de la culture de Tizi Ouzou, ou dans la rubrique «Derrière l'objectif». J'ai partagé d'innombrables photos du patrimoine culturel de nombreuses régions du pays, dont Biskra, Batna, Sétif, Tizi Ouzou et Ghardaïa», a-t-elle précisé.

A. S.

Expo à l'Institut du monde arabe

## «Divas, d'Oum Kalthoum à Dalida»

L'Institut du monde arabe rend un hommage unique aux plus grandes artistes femmes de la musique et du cinéma arabes du XX<sup>e</sup> siècle, avec une exposition événement qui célèbre à la fois leur histoire et leur héritage contemporain. Cela aura lieu du 19 mai au 26 septembre 2021. Il s'agit, peut-on lire sur le site de l'IMA, d'une invitation à découvrir la vie et la carrière des légendes féminines de la musique et du cinéma arabes de 1920 aux années 1970, du Caire à Beyrouth et du Maghreb à la France. A travers des essais qui décrivent le contexte poli-

tique, social, intellectuel et artistique derrière les artistes, ce catalogue met en avant leur impact sur la société et interroge leur héritage. «Divas, d'Oum Kalthoum à Dalida» dresse les portraits épiques et étonnants des divas de l'«âge d'or» de la chanson et du cinéma arabes, à travers un parcours abondamment nourri de photographies d'époque, souvent inédites, d'extraits de films ou de concerts mythiques, d'archives cinématographiques au graphisme glamour, de magnifiques robes de scène, d'objets personnels et d'interviews rares. D'Oum Kalthoum à Warda al-Djazairia,

d'Asmahan à Fayrouz, de Laila Mourad à Samia Gamal, en passant par Souad Hosni, Sabah sans oublier la toute jeune Dalida, l'exposition se veut un fabuleux voyage au cœur des vies et de l'art de ces chanteuses et actrices de légende, mais également une exploration des changements profonds qu'elles ont portés. Icônes intemporelles, femmes puissantes, symboles adulés dans les sociétés arabes d'après-guerre, ces divas aux carrières exceptionnelles s'imposent du Caire à Beyrouth, du Maghreb à Paris, incarnant une période d'effervescence artistique et intellectuelle, une nouvelle

image de la femme, ainsi que le renouveau politique national qui s'exprime du début des années 1920, notamment en Égypte, jusqu'aux années 1970. L'exposition met ainsi en lumière, à travers ces divas, l'histoire sociale des femmes arabes et la naissance du féminisme au sein de ces sociétés patriarcales, leur participation au panarabisme et aux luttes d'indépendance dans les contextes de la colonisation et de la décolonisation, et – avant tout – leur rôle central dans les différents domaines artistiques qu'elles ont contribué à révolutionner.

M. K.

Critiqués pour leur manque de diversité

## Les Golden Globes votent une série de réformes

L'organisation est dans la tourmente depuis que des médias ont révélé en février dernier qu'elle ne compte aucun membre noir en son sein. Les Golden Globes se modernisent. L'organisation qui attribue les prestigieux prix, vivement critiquée par Hollywood pour le manque de diversité parmi ses membres, a adopté jeudi une série de réformes pour améliorer sa représentativité et tenter d'apaiser la polémique. L'Association de la presse étrangère d'Hollywood (HFPA en anglais) est un groupe d'environ

90 journalistes qui constituent le jury des Golden Globes, parmi les prix les plus convoités aux Etats-Unis derrière les Oscars. L'organisation est au cœur de la tourmente depuis que des médias ont révélé en février dernier qu'elle ne compte aucun membre noir en son sein. Dans la foulée, un groupe d'une centaine de publicistes de l'industrie du divertissement avait officiellement écrit à la HFPA, lui intimant de mettre un terme à «ses comportements discriminatoires, son manque de professionnalisme, ses manquements éthiques et

aux accusations de corruption financière», des critiques déjà formulées par le mouvement Time's Up. Jeudi, les membres de l'Association ont majoritairement approuvé une série de mesures visant à remédier à la situation, parmi lesquelles une augmentation de leur effectif de 50 % dans les 18 prochains mois, avec notamment le recrutement de journalistes noirs, ainsi que la réforme du système opaque et restrictif régissant les admissions. «Le vote très majoritaire pour réformer l'Association réaffirme aujourd'hui notre détermination au changement», a déclaré dans un communiqué le président de la HFPA, Ali Sar. «Parce que nous comprenons l'urgence et l'enjeu de la transparence, nous mettrons continuellement à jour nos membres au fur et à mesure que nous progresserons pour rendre notre organisation plus inclusive et plus diverse», écrit-il. «Nous comprenons que le travail difficile commence maintenant. Nous restons déterminés à devenir une meilleure organisation et un exemple de diversité, de transparence et de responsabilité», affirme Ali Sar.

Un membre de la HFPA qui a demandé à rester anonyme a dit que seul «un très petit nombre a dit non ou s'est abstenu, la majorité a dit oui à ces réformes». «Je suis si soulagé. Nous devons changer, nous devons nous améliorer si nous voulons survivre», a ajouté ce membre. Toujours prestigieux, mais en perte de vitesse ces dernières années, les Golden Globes avaient commencé à s'interroger sur leur avenir après des menaces de boycott qu'avaient suscitées les récentes controverses.

F. H.



# Week-end sous haute tension à Jérusalem-Est, des centaines de blessés

■ La tension restait palpable hier à Jérusalem-Est, secteur de la ville sainte annexé par Israël où les pires heurts enregistrés depuis des années entre manifestants palestiniens et policiers israéliens ont fait plusieurs centaines de blessés ces derniers soirs, ravivant les craintes d'embrasement.

Par Mourad M.

Vendredi soir, plus de 220 personnes, majoritairement des Palestiniens, ont été blessés lors de heurts sur l'esplanade des Mosquées entre policiers israéliens et fidèles palestiniens réunis pour l'iftar, repas de rupture du jeûne du ramadhan.

Appelée Noble sanctuaire par les musulmans et mont du Temple par les juifs, l'esplanade des Mosquées est le troisième lieu saint de l'islam et le site le plus sacré des juifs.

Samedi soir, de nouveaux heurts ont eu lieu à Jérusalem-Est mais dans les secteurs de la porte de Damas, Bab al-Zahra et Cheikh Jarrah, faisant environ une centaine de blessés, dont des mineurs, selon le Croissant-Rouge palestinien. La police israélienne a, elle, fait état de 17 policiers blessés et de neuf arrestations. Selon ces secouristes, la majeure partie des blessés ont été atteints par des balles en caoutchouc ou des grenades assourdissantes, un photographe de l'AFP ayant notamment vu une femme au

visage ensanglanté.

Les forces de l'ordre israéliennes ont utilisé aussi un canon à eau putride afin de disperser des Palestiniens dont certains lançaient des projectiles sur les policiers.

Hier matin, l'esplanade des Mosquées était relativement calme, mais la tension restait palpable dans la Vieille Ville, les heurts intervenant toutefois en fin de journée, voire en soirée après la rupture du jeûne.

Dans le quartier de Cheikh Jarrah, théâtre de protestations quotidiennes depuis plusieurs jours contre la possible éviction de familles palestiniennes au profit de colons israéliens, des Palestiniens sont de nouveau descendus dans la rue samedi soir et lancé des pierres sur les forces de l'ordre israéliennes. Celles-ci ont dit avoir arrêté deux personnes pour avoir usé de «gaz poivre» contre leurs agents.

La police avait indiqué, plus tôt dans la journée, avoir limité l'accès à la Vieille ville de Jérusalem-Est pour empêcher les Palestiniens de «participer à des émeutes violentes».

Un bus venant du sud de

Jérusalem a ainsi été stoppé et certains des passagers palestiniens ont été interpellés par la police, a constaté un journaliste de l'AFP.

Depuis des semaines, les tensions sont vives aussi en Cisjordanie, autre territoire palestinien occupé par Israël où des manifestations ont eu lieu contre les restrictions d'accès imposées par l'Hier hébreu à certains secteurs durant le ramadhan et la possible éviction de Palestiniens de Cheikh Jarrah.

Les affrontements sur l'esplanade des Mosquées ces derniers jours sont les plus violents depuis ceux de 2017, quand Israël avait décidé de placer des détecteurs de métaux à l'entrée du site, avant d'y renoncer.

Le Hamas, mouvement islamiste palestinien qui contrôle la bande de Ghaza, a appelé les Palestiniens à rester sur l'esplanade jusqu'à jeudi – jour devant marquer la fin du ramadhan – et menacé Israël d'attaques si la Cour suprême validait, dans une décision attendue aujourd'hui, les évictions de Cheikh Jarrah.

Dans la bande de Ghaza, les soldats israéliens ont tiré des gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants palestiniens rassemblés près de la barrière de séparation érigée par Israël dans cette enclave de deux millions d'habitants sous blocus.

Des ballons incendiaires ont en outre été tirés samedi soir depuis Ghaza vers le sud d'Israël, mais sans faire de dégâts selon les autorités israéliennes. Et une roquette a été lancée tôt hier matin depuis Ghaza «vers le territoire israé-



AFP > D.R.

lien», a indiqué l'armée, disant que son aviation avait riposté en frappant «un poste militaire du Hamas» dans le sud de la bande de Ghaza.

A propos des heurts à Jérusalem-Est, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a averti hier en Conseil des ministres qu'Israël «continuera d'assurer la liberté de culte mais n'autorisera pas des émeutes violentes» et qu'il «réagira avec force».

Lors d'un message dominical après la prière, le pape François a appelé hier à la fin des violences à Jérusalem : «La violence engendre seulement la violence. Arrêtons ces heurts».

Après les violences de vendredi, les Hiers-Unis ont appelé «responsables israéliens et palestiniens à agir pour mettre un terme à la violence». Ils ont également exprimé leur inquiétude

quant à «l'expulsion potentielle des familles palestiniennes de Cheikh Jarrah».

Chef de file des monarchies arabes du Golfe, l'Arabie saoudite a dénoncé ces possibles expulsions. L'Iran, la Tunisie, le Pakistan, la Turquie, la Jordanie, ou encore l'Egypte ont condamné les agissements israéliens.

Le Maroc a dit hier suivre avec une «profonde inquiétude» les violences à Jérusalem-Est et sur l'esplanade des Mosquées.

Exprimant sa «profonde préoccupation» à la suite des violences à Jérusalem, le quartette pour le Proche-Orient (USA, Russie, ONU, UE) a appelé Israël à faire preuve de «retenue».

A l'ONU, la Tunisie, membre du Conseil de sécurité, a demandé la tenue d'une session du Conseil aujourd'hui sur la situation dans les territoires palestiniens occupés. M. M.



## Commentaire

Démobilisation

Par Fouzia Mahmoudi

L'émérite noire de Nicolas Sarkozy, l'historien Patrick Buisson, qui aurait, lors du mandat de Nicolas Sarkozy, été notamment à l'origine du débat sur l'«identité nationale» qui avait créé tant de remous à l'époque, donne aujourd'hui son sentiment sur la prochaine présidentielle et lance aujourd'hui un avertissement contre un second tour à la présidentielle 2022 qui opposerait de nouveau Emmanuel Macron à Marine Le Pen. Selon lui, le désappointement de l'électorat de gauche favoriserait la présidente du RN. Alors qu'aucun candidat, ni à gauche, ni à droite de l'échiquier politique, ne semble pour l'heure émerger face à Emmanuel Macron et Marine Le Pen, l'historien Patrick Buisson, réputé pour avoir été l'une des éminences grises de Nicolas Sarkozy durant la campagne de 2007 et son quinquennat, estime que le président sortant et la cheffe de file du Rassemblement National risquent de se livrer à toutes les outrances pour antagoniser la prochaine campagne présidentielle. «Je crains que le deuxième tour soit l'affrontement des marchands de peurs», a déclaré Patrick Buisson dans les médias. L'essayiste déplore notamment «l'impasse» dans laquelle se trouve, selon lui, la droite des Républicains, incapable de présenter une alternative crédible à l'affrontement qui s'esquisse. «Pour la première fois dans une élection présidentielle, la droite n'aura pas de candidat susceptible de se qualifier au second tour, c'est-à-dire de bénéficier du réflexe de vote utile», estime Patrick Buisson. «On connaît le processus du troisième homme, souvenez-vous de Chevènement en 2002, qui est appelé à être laminé en cours de campagne», rappelle-t-il. À ses yeux, des ralliements entre le parti présidentiel et Les Républicains, à l'image de celui qui s'est mis en place il y a dix jours (pour être annulé depuis), entre Renaud Muselier et Sophie Cluzel pour les régionales en PACA, font grimper la cote de réussite du RN au second tour, en risquant de faire totalement fuir l'électorat de gauche. «Si Nicolas Sarkozy devait soutenir Emmanuel Macron, hypothèse plausible d'après ce que nous entendons, il ouvrirait un boulevard à Marine Le Pen, car cela démobiliserait l'électorat de gauche, censé faire front républicain au second tour», analyse Patrick Buisson. Reste à voir si Sarkozy oserait franchir le pas et appeler à voter pour Macron, ou si le fondateur des Républicains, qui fut aussi le président de l'UMP, restera fidèle à sa famille politique en soutenant, même dans la défaite, le candidat que son parti choisira de présenter en 2022 face au président marcheur. F. M.

## Afghanistan

### Enterrement de dizaines d'écolières visées par un attentat

Des dizaines de jeunes filles ont été enterrées hier dans un cimetière situé au sommet d'une colline de Kaboul, au lendemain de l'attentat, le plus meurtrier depuis un an, qui visait une école.

Une série d'explosions s'est produite devant cet établissement scolaire pour filles, au moment où les habitants faisaient leurs courses, tuant plus de 50 personnes, dont une majorité de lycéennes, et faisant une centaine de blessés.

Cet attentat a eu lieu dans le quartier hazara de Dasht-e-Barchi, dans l'ouest de la capitale afghane, majoritairement peuplé par des chiites hazaras.

Le gouvernement a accusé les talibans d'être à l'origine de ce massacre mais ces derniers ont rejeté toute responsabilité.

Ils ont publié un communiqué indiquant que la nation

devait «protéger et veiller sur les établissements scolaires».

Ces explosions ont eu lieu alors que l'armée américaine continue de retirer les 2 500 derniers soldats encore présents dans ce pays déchiré par 20 ans de conflit et toujours en proie à la violence.

Une voiture piégée a d'abord explosé samedi devant l'école Sayed Al-Shuhada, puis deux autres bombes ont explosé au moment où les élèves paniqués se précipitaient dehors, a expliqué à la presse le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Tareq Arian.

Cet attentat s'est produit à l'approche de la fête musulmane de l'Aïd el-Fitr qui va marquer la semaine prochaine la fin du mois de jeûne du ramadhan.

Hier, les proches des victimes ont commencé à enterrer

les morts au sommet d'une colline, dans le «cimetière des martyrs» où reposent les victimes d'attaques contre la communauté hazara.

Les hazaras sont des chiites, souvent pris pour cible par les groupes islamistes sunnites qui constituent la majorité de la population afghane.

Hier, des cercueils en bois ont été descendus dans les tombes par des personnes endeuillées et encore sous le choc, a constaté un photographe de l'AFP.

«Je me suis précipité sur les lieux (après les explosions) et je me suis retrouvé au milieu des corps, d'os brisés et de mains et de têtes coupées», a témoigné Mohammad Taqi, un habitant de Dasht-e-Barchi, dont les deux filles, qui étudient dans l'école prise pour cible, ont survécu à l'attaque.





Coupe arabe U20

## Un deuxième stage de pré-sélection pour l'EN du 17 au 20 mai

La sélection algérienne des moins de 20 ans effectuera un deuxième stage de présélection du 17 au 20 mai à Alger, en vue de la Coupe arabe des nations de la catégorie, prévue du 17 juin au 3 juillet en Egypte, a annoncé, samedi, la Fédération algérienne de football (FAF). Un regroupement qui se fera avec un autre groupe de joueurs que lors du précédent stage, actuellement en cours au Centre technique national (CTN) de Sidi-Moussa. Ce qui permettra une meilleure évaluation des joueurs, et surtout, une plus large revue d'effectif, dans la perspective de constituer le noyau de la sélection nationale, qui disputera la prochaine Coupe arabe des nations en Egypte. En effet, le premier stage, organisé du 6 au 9 mai, se poursuit toujours au CTN, avec un effectif de 32 joueurs, sous la conduite du coach

Mohamed Lacet. L'entraîneur national des U20 prévoit d'organiser un troisième stage bloqué, pendant lequel il supervisera un autre groupe de joueurs. «La date de ce troisième stage n'a pas encore été fixée», a indiqué l'instance fédérale, précisant que contrairement aux deux précédents regroupements, qui étaient «destinés aux joueurs locaux», ce troisième stage, lui, sera destiné uniquement aux joueurs évoluant à l'étranger. «Il y aura une vingtaine de joueurs», a encore dévoilé la fédération concernant ce troisième stage de pré-sélection, en vue de la prochaine Coupe arabe des nations. La dernière sortie de la sélection algérienne des moins de 20 ans remonte au mois de décembre 2020, à l'occasion du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), qualificatif à la CAN-2021 en Mauritanie.

Handball

## Sassi Boulitif prend sa retraite

Le handballeur algérien Sassi Boulitif, sociétaire de Valence HB (D2/France), a annoncé samedi sa retraite à l'âge de 38 ans. L'ancien international algérien, qui se retire après une carrière de 21 ans sur les terrains, marquée notamment par un titre de champion d'Afrique avec l'Algérie à domicile en 2014, a indiqué sur sa page Facebook qu'il allait se reconvertir en entraîneur. «Je quitte les terrains de joueur pour devenir entraîneur en espérant pouvoir avoir une longue et enrichissante carrière comme celle que j'ai eue en étant joueur», a-t-il notamment écrit. «Ma plus grande fierté est d'avoir pu représenter fièrement et dignement mon pays l'Algérie pendant ces nombreuses années», a encore ajouté le désormais ex-arrière droit. «En dehors du match (remporté 28-26 face à Cherbourg vendredi), ce soir

c'était aussi le dernier match de Sassi Boulitif. Un grand joueur qui poursuivra son aventure handballistique sur d'autres fonctions. Bon vent à lui !», a réagi, pour sa part, son club Valence de ProLigue. Boulitif a porté le maillot de l'équipe nationale entre 2008 et 2016 pour un total de 115 matchs joués et 201 buts inscrits. Outre la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de 2014 disputée à Alger et remportée par les «Verts», Boulitif a été vice-champion d'Afrique 2012 et médaillé de bronze 2010 avec le Sept national. Il a été élu deux fois meilleur arrière de la CAN et a participé à quatre Championnats du monde de suite avec l'Algérie (2009, 2011, 2013 et 2015). En club, il a été notamment champion des Emirats arabes unis 2014 et vainqueur de la Coupe nationale une année plus tard avec Al-Nasr de Dubaï.

Coupe de la Ligue (1/8<sup>es</sup> de finale)

# L'USMA élimine le MCA, le WAT et le NCM créent la sensation

L'USM Alger a dominé le MC Alger (2-0) et arraché sa qualification dans l'affiche des huitièmes de finale de la Coupe de la Ligue, disputée samedi soir au stade Omar-Hamadi, alors que le WA Tlemcen et le NC Magra ont créé la surprise de ce tour en s'imposant, respectivement, devant l'ES Sétif (2-1) et le CR Belouizdad (4-2 aux tirs aux but).



Les Usmistes ont été plus tranchants

Par Mahfoud M.

Pour cette 110<sup>e</sup> confrontation entre les deux clubs algérois, toutes compétitions confondues, l'USMA a pu compter sur sa nouvelle recrue, le Ghanéen Kwame Opoku, qui a ouvert le score à la 19<sup>e</sup> minute, avant que Naidji n'aggrave la marque en fin de rencontre (90'+2), pour assurer la qualification des Rouge et Noir aux quarts de finale, et donc poursuivre l'aventure dans cette compétition. Pour sa part, le WA Tlemcen en difficulté depuis le début de saison, a créé l'exploit de la soirée en allant éliminer le leader de la Ligue 1, l'ES Sétif (2-

1) à domicile, grâce aux réalisations de Zermene (33') et Lekehal (74'), alors que Ghecha (5) avait ouvert le score pour l'ESS. L'Aigle Noir perd son deuxième objectif de la saison, après avoir été éliminé en Coupe de la CA. De son côté, le NC Magra a renversé le CR Belouizdad, dernier club à avoir remporté l'épreuve en 2000 avant sa suspension, lors de la fatidique séance des tirs au but (4-2). Le match s'était terminé sur le score vierge de 0 à 0. Dans les deux autres matchs des huitièmes de finale, disputés samedi soir, la logique a été respectée avec la qualification de la JS Saoura et la JS Kabylie aux

dépens, respectivement, de la JSM Skikda (4-0) et du NA Hussein-Dey (2-0). La première partie des 1/8<sup>es</sup> de finale de la Coupe de la Ligue, disputée vendredi dernier, avait donné lieu à la qualification du MC Oran, de l'US Biskra et de l'Olympique Médéa, aux dépens respectivement du RC Relizane, du Paradou AC et de l'USM Bel-Abbès. Pour rappel, la Coupe de la Ligue, réservée exceptionnellement aux clubs de la Ligue 1 professionnelle, a été relancée cette saison en remplacement de la Coupe d'Algérie, annulée en raison de la programmation chargée due au Covid-19.

M. M.

## Tournoi pré-olympique mondial de lutte de Sofia Abdelkrim Ouakali éliminé en 1/4 de finale

L'athlète algérien Abdelkrim Ouakali (77 Kg) a été éliminé samedi en quarts de finale du tournoi mondial de lutte qualificatif aux Jeux Olympiques 2020, organisé du 6 au 10 mai à Sofia en Bulgarie. L'Algérien a été battu par l'Azéri Rafiq Huseynov, vice-

champion du monde 2019. Il a atteint ce stade de la compétition après avoir passé l'écueil du Suisse Nicolas Peter Christen, avant de prendre le meilleur sur l'Espagnol Yuisralembert Perez pour le compte des huitièmes de finale.

Equipe nationale de football

## Le Mali et la Tunisie au menu des Verts en juin

L'équipe nationale de football affrontera en amical le Mali, le dimanche 6 juin au stade Mustapha-Tchaker de Blida (20h45), et la Tunisie, le vendredi 11 juin au stade Hamadi-Agrebi de Radès (Tunis), a annoncé samedi soir la Fédération algé-

rienne (FAF) dans un communiqué publié sur son site officiel. Avant ces deux rendez-vous, les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez entameront leur série de matchs amicaux face à la Mauritanie, le jeudi 3 juin prochain au stade Chahid Mustapha-

Tchaker de Blida (20h45). Ces rencontres s'inscrivent dans le programme de préparation de l'équipe nationale pour le 2<sup>e</sup> tour des éliminatoires de la Coupe du Monde Qatar-2022, dont le coup d'envoi a été reporté de juin à septembre prochain. Les champions d'Afrique débiteront à domicile face à Djibouti, avant de se déplacer pour défier le Burkina Faso. Le Niger est l'autre pensionnaire de la poule A. L'Algérie disputera les quatre derniers matchs des éliminatoires en octobre et novembre prochains. Les barages sont, quant à eux, programmés en mars 2022. Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, et le président de la FAF, Amara Charaf-Eddine, ont convenu d'organiser ces matchs amicaux, suite à la décision prise par la Commission d'Urgence de la CAF, en concertation avec la FIFA, de reporter le début du 2<sup>e</sup> tour éliminatoire en raison de la pandémie de Covid-19.

Ligue 2 (15<sup>e</sup> journée)

## L'USMAN, la JSMB, l'ASMO et le MCBOS toujours en tête

L'USM Annaba, la JSM Béjaïa, l'ASM Oran et le MCB Oued Sly se sont maintenus en tête du classement de leur groupe respectif, au terme de la 15<sup>e</sup> journée de Ligue 2 de football, disputée samedi et caractérisée par un nombre impressionnant (7) de matchs nuls vierges au niveau des groupes Centre et Est. Au Centre, deux victoires seulement ont été enregistrées, celles du RC Arbaâ devant l'Amel Bousaâda (3-1) et du WA Boufarik sur le terrain de l'USM Blida (3-1), alors que toutes les autres rencontres se sont terminées sur un score nul et vierge. Après cette journée, la JSMB, accrochée à Lakhdaria par l'IRL (0-0), conserve une lon-

gueur d'avance sur le RCA et deux sur le MO Béjaïa, freiné à domicile par l'ES Ben-Aknou (0-0). En bas du tableau, l'USM Blida battue à domicile par son voisin boufarikois a mis un pied en division inférieure, car elle compte désormais huit points de retard sur le club qui la précède, en l'occurrence le WR M'sila. Dans le groupe Est, l'USM Annaba, large vainqueur du DRB Tadjanet (4-0), reprend seule le commandement de la poule, exploitant pleinement le nul (0-0) de son ex-compagnon, le HB Chelghoum Laid sur son terrain devant le MO Constantine, pour prendre deux points d'avance. Cette journée a connu également trois matchs nuls. Outre le leader annabi, le CRB

Oued Djellal (5-0), face à la lanterne rouge, le MSP Batna, et le CA Batna, difficile vainqueur du NRB Telegma (1-0), échappent au syndrome des «draws». A l'Ouest et contrairement aux deux autres groupes, aucun nul n'a été enregistré, et la situation en tête du classement n'a pas évolué, avec les deux co-leaders, l'ASM Oran et le MCB Oued Sly, restant au coude à coude après leur courte victoire (1-0) devant respectivement l'OM Arzew et le SKAF Khemis. Le CR Témouchent, vainqueur du RCB Oued R'hiou (2-0), suit à une petite longueur. En bas de tableau, le RCB Oued R'hiou (11<sup>e</sup> - 11 pts) et l'OM Arzew (12<sup>e</sup> - 9 pts) ferment la marche.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

28<sup>e</sup> jour de ramadhan  
Imsak : 03 : 55  
Iftar : 19 : 48

Cour d'Alger

## Rejet de la demande de levée du contrôle judiciaire de Tabbou et Hamitouche

La Chambre d'accusation près la cour d'Alger a rejeté, hier, la demande de levée du contrôle judiciaire présentée par le collectif de défense de Karim Tabbou et Slimane Hamitouche, a-t-on appris auprès d'une source judiciaire.

Le juge d'instruction près le tribunal de Bir Mourad Rais (Alger) avait décidé le placement sous contrôle judiciaire de Karim Tabbou et Slimane Hamitouche suite à la plainte du président du Conseil national des Droits de l'Homme, Bouzid Lazhari, pour entrave à l'accomplissement de ses missions durant les funérailles du doyen des avocats, Ali Yahia Abdenour, le 26 avril dernier. La même Chambre d'accusation a confirmé la décision du juge d'instruction près le tribunal de Bir Mourad Rais concernant la demande du Parquet portant

placement de Karim Tabbou et Slimane Hamitouche en détention provisoire. Karim Tabbou et Slimane Hamitouche sont poursuivis pour les chefs d'accusation d'incitation au regroupement, de diffamation, d'insulte et de harcèlement d'un fonctionnaire en poste, d'atteinte au respect dû aux morts dans les cimetières, prise et diffusion de photos sans l'autorisation de la personne concernée. A rappeler que le porte-parole de l'Union démocratique et sociale (non agréé), Karim Tabbou, avait tenté avec d'autres personnes d'expulser le président du CNDH, Bouzid Lazhari, du cimetière de Ben Aknoun (Alger), l'empêchant d'assister à l'inhumation du doyen des avocats, Ali Yahia Abdenour, décédé dimanche dernier à l'âge de 100 ans. L. M.

Hirak

## L'intérieur pose des conditions aux marches

Le ministère de l'Intérieur a affirmé, hier, dans un communiqué, que les marches hebdomadaires devaient être autorisées, avec les noms des responsables de l'organisation, de l'heure du début et de la fin de la marche ainsi que l'itinéraire et les slogans. Il a été constaté récemment que les marches hebdomadaires ont commencé à connaître des dérapages dangereux, puisqu'elles sont devenues indifférentes aux désagréments qu'elles causent aux citoyens et à la violation de leurs libertés, à

travers les comportements de certaines personnes qui ne cessent de changer les itinéraires de leurs marches (...) ce qui est contraire à l'ordre public et aux lois de la République", a indiqué le ministère de l'Intérieur.

Le ministère de l'Intérieur, a insisté sur la nécessité de déclaration préalable des noms des personnes chargées de les organiser, l'heure du début et de fin de la marche, ainsi que de l'itinéraire et les slogans comme l'exige la loi.

R. N.

El Kala

## Repêchage d'un corps sans vie

Les services de la Protection civile de la wilaya d'El Tarf ont repêché, au niveau de Ras El Maalam relevant de la daïra frontalière d'El Kala, le corps sans vie d'un homme, a-t-on appris, hier, du chargé de la communication de ce corps de sécurité, le lieutenant Seiffeddine Madaci.

Le corps de la victime portée disparue vendredi dernier, a été repêché après de longues heures de recherches et acheminé vers les services de la morgue de l'hôpital d'El Kala pour autopsie, a indiqué le lieutenant Madaci.

L. O.

Jijel

## Apparition de physalies sur des plages

Les services de la direction de la pêche et des productions halieutiques de Jijel ont lancé des mises en garde à la suite de l'apparition de physalies, appelées aussi la Galère portugaise, sur les deux places de Sidi Abdelaziz et Béni Belaïd, a-t-on appris, hier, de cette direction.

La même source a précisé à l'APS que les services de la direction de la pêche ont identifié les animaux marins signalés dernièrement par des citoyens

sur la plage de Sidi Abdelaziz, dans la commune éponyme, et sur celle de Béni Belaïd, dans la commune de Kheiri Oued Adjoul, affirmant qu'il s'agit de méduses venimeuses appelées physalies (*Physalia physalis*) ou encore Galère portugaise et Vessie de la mer.

Les couleurs de ces méduses (bleue, verte, violette, rose) peuvent inciter certains curieux à les toucher ce qui provoquerait, même quand elles sont mortes, de «intenses brûlures accompa-

gnées de multiples symptômes pouvant aller chez certains sujets jusqu'à l'arrêt cardiaque», a encore mis en garde la même source.

Elle a ajouté que le toucher ou la piqûre de physalies peut aussi causer «la perte de conscience, une forte fièvre, une gêne respiratoire, des maux au ventre, des douleurs musculaires et des vomissements».

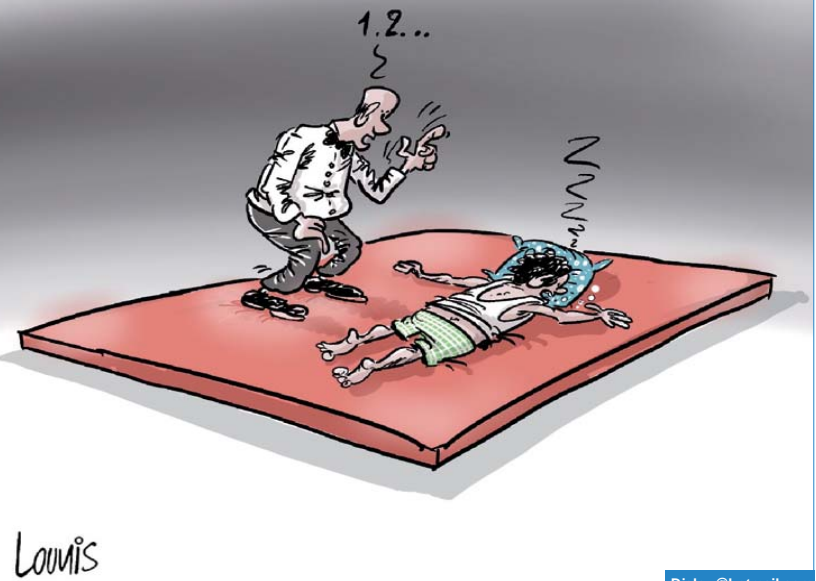
Les services de la direction de la pêche et des productions halieutiques ont appelé à éviter

impérativement de toucher ces animaux marins et de se rendre immédiatement à la plus proche structure sanitaire en cas de piqûre ou de toucher par ces physalies.

Ils ont également appelé à signaler les lieux d'apparition de ces animaux marins aux autorités locales et à la direction de la pêche, pour leur permettre de prendre les mesures nécessaires et lancer des mises en garde aux citoyens.

Hani Y.

## Le Ramadan touche à sa fin



Djalou@hotmail.com

Béni-Abbès

## Le jeune homme disparu dans le grand Erg occidental rejoint sa famille

■ Le jeune homme disparu depuis mercredi dans les dunes du grand Erg Occidental, près de Ksar Ben Abdalkader (Béni-Abbès), et retrouvé samedi en début de soirée par des équipes de recherches et de secours de la Protection civile (PC), a rejoint hier sa famille à Kerzaz, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la direction de la PC de Béchar.

Par Slim O.

«Après avoir été soumis à des examens médicaux au niveau de l'hôpital de Kerzaz (350 km au sud de Béchar), le jeune homme a rejoint hier matin sa famille sain et sauf», a-t-on indiqué.

«Cette personne, dont on ne connaît pas pour l'instant les circonstances de sa disparition dans l'un des plus grands Ergs d'Afrique et du monde, a été retrouvée samedi en début de

soirée, après plus de 48 heures de recherches par les équipes de secours de la PC, dans une zone naturelle des plus difficiles d'accès», a expliqué la cellule de communication.

Les éléments de la PC, dotés d'engins tout-terrain, de motocycles et de moyens de communication par satellite, et appuyés par la Gendarmerie nationale et des citoyens des daïras de Kerzaz et Ouled Khodeir, ont entamé, dès l'annonce de sa disparition mercredi, une vaste opération de

recherches et de secours, malgré l'hostilité de la nature désertique de la région et de la chaleur qui y sévit, a indiqué précédemment le directeur local de la PC, le capitaine Nasreddine Kadaoui.

M. Kadaoui a tenu à mettre en exergue l'élan de solidarité et la contribution des habitants de la région, qui en plus de leur soutien aux éléments de la PC, ont pris part aux opérations de recherche pour retrouver en vie le jeune homme disparu.

S. O.

Justice

## Report du procès du terroriste «Abou Dahdah» à la fin de la session pénale

Le tribunal criminel de Dar el Beïda a décidé, jeudi, le report du procès du terroriste Rezkané Ahcene, dit «Abou Dahdah» avec d'autres prévenus

à la fin de la session pénale, a annoncé le juge de l'audience.

Le terroriste «Abou Dahdah» devra comparaître en compagnie de 46 autres terroristes

devant le tribunal criminel à la fin de la session pénale, après le report du procès pour la deuxième fois consécutive, précise la même source.

Pour rappel, ce groupe terroriste est poursuivi pour implication dans des massacres sanglants, appartenance à un groupe terroriste armé susceptible d'attenter à la sécurité de l'Etat, détention d'armes de guerre de 4<sup>e</sup> catégorie et munitions ainsi qu'homicide volontaire avec préméditation.

Les éléments de l'Armée nationale populaire avaient réussi, en décembre 2020, à capturer le terroriste «Abou Dahdah» près de la commune d'El Ancer à Jijel et ce, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et l'exploitation optimale d'informations.

Ali B.